



163

Réfractions n° 10

Plaisirs inconnus de Jia Zhang-ke

Étoile montante d'un cinéma vérité au mode de production underground¹, réalisateur à succès – grâce aux prix remportés dans les festivals européens – de *Xiao Wu*, *artisan pickpocket* et de *Platform*, Jia Zhang-ke revient avec un troisième long métrage, *Plaisirs inconnus*, de tonalité godardienne, tourné comme les deux précédents dans sa province natale du Shanxi, située au nord de la Chine, et dont les acteurs, en dehors de l'héroïne qui jouait déjà dans *Platform*, ne sont pas des professionnels et incarnent en quelque sorte leur propre personnage. Il nous trace le portrait de la

génération de l'enfant unique né dans les années 80, élevée au rythme de la transformation de la société chinoise se dirigeant à marches forcées vers l'économie de marché et qui, privée de repères, fascinée par les attributs consuméristes de la société de consommation, a remplacé le culte de Mao de leurs parents par celui de l'argent-roi, et veut « tout, tout de suite ».

1. Le film a été tourné sans autorisation, comme les deux précédents, et donc interdit de diffusion dans les salles officielles, mais bénéficie d'un circuit parallèle par le réseau des universités du sud, à la tolérance plus grande qu'à Pékin.

À peine sortis de l'adolescence, Xiao Ji, le beau gosse à la mèche consciencieusement plaquée sur l'œil gauche, et son pote Binbin, à la posture par contraste « passe-muraille », passent leur temps à traîner dans les salles de billards, fumant cigarette sur cigarette, à la recherche de combines qui s'avèrent toutes plus foireuses les unes que les autres. Jusqu'au jour où Xiao Ji tombe raide amoureux d'une starlette pop locale, la provocante et sensuelle Qiao Qiao, laquelle est « maquée » à un impresario mafieux qui attire les gogos par des concerts gratuits qui ne servent qu'à promouvoir une marque d'alcool locale, « Vins et alcools de Mongolie ». L'art s'est transformé en produit marketing, jetable après usage.

Refusant de perdre leur vie à la gagner – à l'instar de la mère de Binbin qui, après avoir trimé toute une vie comme ouvrière à l'usine textile

Numéro 1, se retrouve licenciée du jour au lendemain pour cause de « restructuration » –, ils décident de monter un hold-up – mais qui échouera lamentablement comme le reste – en s'inspirant du film culte américain *Pulp Fiction* pour « toucher le pactole » et vivre ainsi en accord avec les paroles de leur tube favori, « Libre de tout souci ». Lequel est déclamé d'ailleurs une dernière fois par Binbin dans le commissariat, à la demande du policier qui vient de l'arrêter, dans un long plan séquence, contrepoint en quelque sorte de celui du début où dans un décor âpre et désolé on aperçoit, surgi de nulle part, un tronçon d'autoroute flambant neuf coupé net comme les espoirs de cette nouvelle génération attirée par le mirage de l'Avoir aux dépens de l'Être.

Jean-Jacques Gandini



John Zerzan, *Futur primitif*

Paris, L'Insomniaque, 1998, 96 p., 3,05 euros

John Zerzan¹ est un théoricien de l'anarcho-primitivisme assez connu dans les milieux radicaux américains. Ses positions sont parmi les plus radicales que l'on puisse rencontrer dans ce courant de

la pensée anarchiste contemporaine. Militant depuis plusieurs décennies dans les cercles anarchistes d'Eugene (USA), il a dernièrement acquis une certaine notoriété dans les médias américains pour ses prises de positions publiques défendant la destruction de propriétés privées comme moyen légitime d'action directe contre la tenue du sommet de

1. Version originale : *Future Primitive*, Autonomedia, New York, 1994. Disponible sur <http://www.eco-action.org> et <http://www.primitivism.com>



l'OMC à Seattle. Selon John Moore, l'« anarcho-primitivisme » (aussi identifié comme « primitivisme radical » ou tout simplement « primitivisme ») vise à synthétiser une révision des cultures primitives et les formes les plus avancées des pratiques anarchistes. Il a été construit vers la fin des années 70 à partir de diverses sources telles que l'écologisme, le situationnisme, le féminisme, le rejet du travail ou de la technologie, etc. Comme tous les courants de la pensée anarchiste, le primitivisme n'est pas une idéologie monolithique, et il est constitué de nombreuses tendances. La base commune est de mettre en question le projet de la Civilisation dans son ensemble, en insistant sur le fait que les formes de vie primitives peuvent agir comme une inspiration pour les pratiques présentes et un futur post-révolutionnaire.

Le livre intitulé *Futur Primitif* de John Zerzan est un de ses deux textes principaux. L'auteur n'y traite pas d'une technologie spécifique (par exemple les télécommunications) comme source d'aliénation ; y sont visées la « doctrine du progrès » et la « logique vide de la domestication » avec « leurs exigences de totale domination » de la nature et des êtres humains. Plus précisément les ennemis traqués dans cet essai sont *la division du travail* ainsi que l'éternel adversaire de Zerzan : *la culture symbolique* (c'est-à-dire le langage, l'art, le nombre, etc.). C'est en cela que Zerzan est un des plus radicaux primitivistes, puisque pour lui la chute de l'humanité remonte à bien avant la révolution industrielle. En effet, violence organisée, propriété privée, hiérarchie, patriarcat, etc., toutes les aliénations dénoncées par les libertaires trouveraient leur origine dans la domestication de la nature et la division du travail, apparues conjointement avec l'agriculture.

Pour étayer cette thèse, Zerzan présente une longue série d'exemples de

témoignages d'explorateurs, ou d'études archéologiques et anthropologiques. Selon ces diverses sources, les aliénations autoritaires mentionnées précédemment seraient presque totalement absentes, voire inconnues, dans les cultures de chasseurs-cueilleurs alors que toutes les peuplades pratiquant l'agriculture pâtiraient de ces aliénations, à un degré proportionnel à leur avancement sur cette voie. Le livre de John Zerzan a le mérite incontestable de s'attaquer à un certain nombre de préjugés encore trop répandus concernant les hominidés ou les cultures primitives. On peut cependant être plus critique envers l'attitude un peu naïve de Zerzan lorsqu'il idéalise les chasseurs-cueilleurs dans ce qui s'apparente à une version moderne du mythe du bon sauvage vivant dans le jardin d'Éden. Cette dernière version est cependant plus élaborée et étayée que ses précédents avatars en ce qu'elle est basée sur une multitude d'exemples judicieusement choisis dans la littérature scientifique.

Le développement d'une vision plus valorisante des cultures primitives et du Paléolithique constitue certainement une avancée scientifique majeure, il est important de le souligner. Néanmoins, cela ne signifie nullement que des sciences (telles que l'archéologie ou l'anthropologie) aux nombreux savoirs encore instables et où l'interprétation des faits dépend elle aussi de présupposés idéologiques, puissent dès aujourd'hui fournir une assise théorique solide à une thèse (elle-même idéologique) aussi radicale que celle de John Zerzan.

Même s'il n'est pas certain que l'auteur soit réellement victime de cette illusion épistémologique, on peut toutefois regretter que, paradoxalement, sa méfiance concernant la culture symbolique ne s'étende pas aux diverses sciences sur lesquelles il base son argumentation.



Si les vues de Zerzan sont le plus souvent outrancières, voire dogmatiques, celui-ci affiche cependant plus de prudence lorsqu'il s'agit d'évoquer la direction à suivre pour échapper à cette civilisation qu'il dénonce : « Définir un monde désaliéné serait impossible voire indésirable, mais je crois que nous pouvons et devrions essayer de révéler le non-monde d'aujourd'hui et comment il en est arrivé là. » À cet égard, il est important de souligner que, contre toute attente, la plupart des publications primitivistes ne prêchent pas un retour sentimental à la nature et précisent que la place à accorder à la technologie dans une société post-révolutionnaire demeure une question ouverte.

Pour les primitivistes, la technologie n'est cependant pas un moyen neutre. Zerzan a explicité cette prémisse dans une de ses interviews :

« La technologie n'a jamais été neutre, comme un outil isolé qui serait détachable de son contexte. Elle partage et exprime toujours les valeurs fondamentales du système social dans lequel elle est plongée. La technologie est le langage, la texture, l'incarnation des arrangements qu'elle maintient en place. »

Cette citation est intéressante car elle a pu être utilisée par Ken Knabb pour aboutir à une conclusion autre que celle de John Zerzan. Suivons le raisonnement de Knabb : si vraiment la technologie « partage et exprime toujours les valeurs fondamentales du système social dans lequel elle est plongée », alors une société libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme et recherchant l'harmonie avec son environnement, développera des technologies reflétant ces valeurs. Aisément détournée, l'argumentation technophobe confirme une relative faiblesse théorique, déjà décelée dans le caractère flou des perspectives futures qu'elle peut offrir.

On l'a donc bien compris : pour certains technophobes, l'usage de la technologie entraînerait donc *inévitablement* une idéologie légitimant l'asservissement de la nature par l'homme (conséquence de la distanciation de l'homme vis-à-vis de son environnement), cette idéologie environnementale étant reflétée dans la société par la domination de l'homme par l'homme. Mis au jour par Knabb, les pré-supposés technophobes (ou technophiles) tiennent en effet que la technologie et les conséquences de son emploi *peuvent être* isolées du contexte social qui les crée, la technologie étant dès lors intrinsèquement « mauvaise » (ou « bonne »). Malgré cette hypothèse douteuse, la critique primitiviste possède l'intérêt d'insister sur le fait que la technologie façonne et conditionne en retour la société qui l'a produite. Lorsqu'on étudie une société, on ne peut donc ignorer les outils dont elle fait usage.

Quoi qu'il en soit, lorsque son entreprise se veut dénonciatrice des aliénations rencontrées chaque jour dans nos sociétés domestiquées, alors John Zerzan atteint brillamment ses objectifs. Ses écrits, aux conclusions aussi originales que difficiles à partager, sont agréables à lire et soulèvent des questions à la fois dérangement et passionnantes sur les bases de notre civilisation. En déconstruisant le système de valeur attaché aux fondations de notre culture symbolique (par exemple en mettant en question le caractère émancipateur de l'art et de la science, ou en argumentant sur notre conception du temps comme n'étant qu'une funeste construction sociale) il nous entraîne à une saine exploration intérieure sur les ultimes fondements de nos modes de vie et de pensée.

Xavier Bekaert

Le cinéma, les livres, etc.



En se rendant en Espagne dès l'été 36 pour s'engager dans les rangs antifascistes, Carl Einstein se serait-il trompé de porte ? On pourrait le croire à la lecture des souvenirs d'Helmut Rüdiger, qui le reçut à cette époque en tant que membre du comité régional de la CNT-FAI : Carl Einstein en cherchant le bureau de recrutement communiste se serait trompé et serait entré à la CNT-FAI... où il serait finalement resté.

S'en tenir à cette seule source d'informations laisserait penser que Carl Einstein n'aurait été libertaire... que par hasard. Ce qui n'est pas tout à fait vrai lorsque l'on apprend de la bouche d'Abel Paz qu'au début des années 30, Einstein aurait été en contact avec Durruti à Bruxelles.

Est-ce vraiment le hasard qui mit Carl Einstein sur le chemin de la révolution sociale, lui qui déclarait déjà en 1919 que « l'art collectif nous est nécessaire : seule la révolution sociale renferme la possibilité d'une transformation de l'art, constitue ses prémisses, détermine à elle seule la valeur d'une mutation de l'art et donne à l'artiste sa mission » ?

Homme aux itinéraires multiples (romancier, essayiste, historien et critique d'art), aux engagements remarquables (spartakiste dans l'Allemagne de 1919, combattant de la colonne Durruti en Espagne), Carl Einstein marqua de son empreinte les avant-gardes allemande et française de l'entre-deux-guerres.

En des temps incertains et avant beaucoup d'autres, il comprit que le statut d'intellectuel, aussi brillant soit-il, était fait pour être dépassé, que sa place n'était pas celle que la société lui assignait mais bien ailleurs : dans l'action, dans les projets collectifs, dans l'énergie. De la même façon qu'il se montra intransigeant dans ses

combats esthétiques, Carl Einstein fut un irréductible défenseur des causes de liberté : à certains moments de l'histoire il sut lâcher sa plume pour saisir une arme.

Ce qu'il explique d'une autre manière à Picasso dans une lettre datée de janvier 1939 : « Il faut enfin savoir où les mots finissent. » Dès que le danger menace la liberté, l'intellectuel Einstein prend ses distances « avec le jeu vide et inefficace des mots, des paroles, des écrits, des manifestes ». Au cœur de tous ses actes, on retrouvera en fil conducteur la critique féroce du rôle qu'acceptent de jouer les intellectuels, plaidant pour un art sans compromis, loin de tout esthétisme, loin de tout intérêt de classe.

Après avoir publié, à l'âge de 27 ans, en 1912, *Bébuquin ou les dilettantes du miracle*, un roman expérimental quelque peu hermétique, Carl Einstein livre, trois ans plus tard, son premier ouvrage de critique d'art, *Negerplastik* (la sculpture nègre). En analysant au plus près la statuaire africaine, Carl Einstein dépassa la simple curiosité dont firent preuve, au début du siècle, les peintres fauves (Vlaminck, Derain, Matisse) et les jeunes cubistes que sont Picasso et Braque : il confèrera un véritable statut à ces œuvres d'art et contribuera à orienter de manière décisive le regard occidental sur l'art africain. *Negerplastik*, c'est également pour Einstein le point de départ de son analyse du cubisme : « Certains problèmes qui se posent à l'art moderne ont provoqué une approche plus scrupuleuse de l'art des peuples africains. Comme toujours, là encore, un processus artistique actuel a créé son histoire : en son centre s'est élevé l'art africain. »

Mais c'est surtout avec son ouvrage majeur, *l'Art du XX^e siècle*, que Carl Einstein s'affirmera comme un théoricien de tout



premier plan de l'art moderne : pour l'essentiel un plaidoyer en faveur du cubisme, un mouvement artistique à la défense duquel Carl Einstein s'attachera toute sa vie. Au travers des trois éditions successives de l'ouvrage (1926, 1928 et 1931), le cubisme prendra d'ailleurs une place croissante : le nombre de pages qui lui sont consacrées passe de 30 en 1926 à 58 en 1931.

À son ami le marchand d'art parisien D.-H. Kahnweiler il dira d'ailleurs : « Pour moi, ce travail n'est qu'un prélude à un livre sur le cubisme auquel je veux travailler à l'occasion de la publication de la collection Reber, ou bien pour le livre en soi. » Ayant « écrit sous contrôle sincère de sa conscience », Carl Einstein voit dans les cubistes des artistes ayant entrepris une véritable révolution des langages et des formes, en bousculant les notions académiques et conservatrices de l'esthétique : « Je sais depuis très longtemps que ce qu'on appelle "cubisme" dépasse de loin la peinture. Je sais depuis longtemps qu'il est possible non seulement de transformer la perception, mais aussi de transformer l'équivalent linguistique et les sensations. »

Bien que son travail théorique sur l'art moderne lui devienne de plus en plus laborieux – « On est devenu petit à petit dans son numéro une star sans concurrence et on s'emmerde. On a ses amis parmi les grands... cher Ewald, je suis fatigué et dégoûté de tout cela, à n'en plus pouvoir. L'art, l'art, assez, assez. Je ne peux plus sentir ce bluff » - son *Georges Braque* sort en 1934 doublé d'une exposition qu'il organise à la Kunsthalle de Bâle (dont il rédigera d'ailleurs la préface du catalogue).

« Plus je me plonge dans le sujet, plus j'aime Braque et Gris. Surtout Braque bien sûr, dont je suis l'œuvre attentivement... Le livre sur Braque ce sera à peu près : "recherche pure de l'espace par un peintre" ou quelque chose d'approchant. »

Paradoxalement l'extraordinaire activité de Carl Einstein, tant en Allemagne qu'en France où il s'établira définitivement en 1928, est quasiment restée dans l'ombre durant un demi-siècle : il aura fallu le long et patient travail de recherche menée par la germaniste et historienne d'art Liliane Meffre, qui a multiplié les actions (édition de l'œuvre de Carl Einstein en Allemagne, en France, en Espagne; traduction de textes et de sa correspondance; organisation d'expositions, de colloques) pour faire sortir de l'oubli cette immense œuvre. Il est vrai que l'engagement sans concession de Carl Einstein, ainsi que ses partis pris audacieux et tranchés, lui ont valu l'hostilité d'une large partie de la classe intellectuelle dont il ne manquait d'ailleurs pas de vilipender la couardise.

Cette mise à l'écart prit d'ailleurs la forme de l'effacement proprement dit de son nom du générique de *Toni*, film sorti à Paris le 22 février 1935, dont Carl était pourtant avec Jean Renoir l'auteur du scénario et des dialogues!

La biographie que lui consacre Liliane Meffre, au travers d'un livre dense, fourmillant de notes (844 au total!), accompagné d'un index fouillé et d'une bibliographie très élaborée, est en tout cas un bel hommage rendu « au poète et historien d'art, combattant de la liberté, qui se donna la mort pour échapper à la persécution nazie ».

« Juif parlant allemand en France, juif sans Dieu et sans connaissance de notre passé », Carl Einstein se suicida le 5 juillet 1940 en se jetant dans le gave de Pau, pris au piège qu'il était entre une Espagne fasciste et une France en voie de nazification. L'ironie de l'histoire voulut qu'au même moment, à l'autre extrémité des Pyrénées, se suicidât aussi Walter Benjamin.

Bernard Hennequin

Le cinéma, les livres, etc.



Zygmunt Baumann, *Modernité et Holocauste*

éditions de La Fabrique, 2002, 285 p.

Yehuda Bauer, *Repenser l'Holocauste*

éditions Autrement - frontières, 2002, 290 p.

Faut-il vraiment repenser l'Holocauste ? Sauf quelques négationnistes d'origine ultra-gauche, plus personne dans le courant libertaire¹ ne remet en cause l'existence historique de l'indicible. Cela ne veut pas dire pour autant qu'un effort de réflexion ait été fait sur la « question juive » dans nos milieux. Ce travail commencé dans le numéro précédent, se continue ici.

Voici donc la parution simultanée de deux livres, portant sur le même sujet, qui réveillent notre intérêt pour cette problématique. *Repenser l'Holocauste* est écrit par Yehuda Bauer, historien israélien spécialiste de cette période. L'auteur de *Modernité et Holocauste* est l'un des principaux sociologues contemporains de langue anglaise. Juif d'origine polonaise, il enseigne à l'université de Leeds, Grande-Bretagne, depuis les années 70.

L'Holocauste, la Shoah, la Solution finale, ne sont pas abordés dans ces ouvrages d'un point de vue historique. Il n'y a pas de questionnement à avoir à ce sujet.

Mais la recherche est ouverte à propos de la signification profonde de cette horreur ainsi que de son unicité.

Ces deux ouvrages tentent de répondre à plusieurs questions :

– Est-ce la première fois que cela se passe ?

– Pourquoi cela s'est-il passé ?

– Cela peut-il se repasser ?

Yehuda Bauer se heurte d'emblée au caractère « double » du problème juif, c'est-à-dire à la fois à son aspect ethnique et à sa dimension religieuse. En cela la « question juive » est unique. En effet, si l'Arabe, généralement, est musulman, les musulmans sont majoritairement non

arabes, je ne parle même pas des chrétiens qui sont par définition multi-ethniques.

Les réponses données aux raisons de la liquidation des juifs relèvent aussi de ces deux domaines. L'auteur va donc devoir se confronter aux raisons nazies et aux explications juives orthodoxes. Au cœur du raisonnement religieux orthodoxe, il y a cette interrogation rémanente : « Y a-t-il eu colère de Dieu ? » Des théologiens juifs ont tenté de donner une explication religieuse à cet Holocauste. Comment expliquer ce qui s'est passé à des gens pour qui l'obéissance aux multiples règles régissant la vie juive est signe de la soumission à Dieu, qui, en échange, prendra soin d'eux. La réponse théologique classique est celle du libre arbitre de l'homme qui s'exprime dans cette phrase : « Ne demandez pas où était Dieu, demandez où était l'homme. »

Des penseurs juifs orthodoxes ont dit que c'est Dieu qui dirige le monde et que c'est lui qui a laissé faire l'Holocauste. « Si Dieu a laissé l'Holocauste² avoir lieu, c'est qu'il a détourné sa face pour punir les juifs de ne pas avoir observé ses commandements. »³

On entre de plain-pied dans la controverse religieuse qui n'a pas de sens pour nous, libertaires, mais qui se trouve au cœur des théologies monothéistes : « Où était ce Dieu omniscient et omnipotent ? » Certains penseurs juifs, tel Martin Buber, pensent qu'il s'est retiré du monde une fois sa création faite car sa présence l'empêcherait de fonctionner. Une position difficile à comprendre d'un point de vue théologique. Comment un dieu

1. À propos de Paul Rassinier, voir : <http://www.anti-rev.org/textes/Fresco91a/>

2. Yehuda Bauer, *Repenser l'Holocauste*, p. 195.

3. *Repenser l'Holocauste*, p. 197.



absent pourrait-il accorder de l'intérêt au peuple juif, intérêt manifesté dans le moindre recoin de la vie quotidienne.⁴

Si Dieu était là, pourquoi a-t-il laissé faire cela? Était-ce une nouvelle manifestation de sa colère, déjà décrite par les prophètes comme Jérémie ou Job? On se trouve alors dans un raisonnement circulaire: « La question retourne à son début » qui n'a pas de sens pour ceux qui se situent en dehors d'une pensée religieuse. S'il y a eu « colère de Dieu », cela revient à exonérer les auteurs de ce crime de toute responsabilité objective, n'ayant été eux-mêmes que le bras armé d'un Dieu vengeur. Dans ce cas, cela fait de « l'Holocauste un événement inexplicable », alors pour Y. Bauer, « son étude représente une perte de temps ». Cet auteur cherche l'explication de l'unicité de la Shoah dans l'idéologie nazie. Pour lui, cette unicité n'implique pas sa non-reproductibilité. « Le fait que ce crime ait été commis, implique qu'il peut être commis à nouveau. » Il pense que ce sont les raisons des meurtriers qui donnent à la solution finale son caractère exceptionnel. Nous nous trouvons maintenant devant ce que Saül Friedlander a appelé « l'antisémitisme salvateur ».

Pour les nazis, il s'agissait de libérer leur race. Pour le national-socialisme, le juif est Satan. Il est l'incarnation du mal. Si on n'arrive pas à s'en débarrasser en l'envoyant à Madagascar, il faut s'en débarrasser par d'autres moyens. En paraphrasant des termes bien connus, on peut dire que la tâche historique du national-socialisme est de débarrasser le monde du mal, c'est-à-dire des juifs.

Je pense effectivement, comme Yehuda Bauer, que cela fait de la Shoah quelque

chose d'unique, parce que sans précédent. Et je ne peux qu'exprimer mon accord effrayé quand il dit que « l'horreur de l'holocauste ne réside pas dans le fait qu'il représente une déviance par rapport aux normes humaines, mais dans le fait qu'il n'en est pas une ».

Yehuda Bauer pose aussi la question de savoir comment le peuple allemand s'est transformé en une bande de meurtriers. À cela, Zygmunt Bauman, dans *Modernité et Holocauste* répond par une analyse de la société qui a produit cette horreur. Pour lui, il y a deux façons de nier ou de sous-estimer l'importance de la solution finale: en faire un moment particulier de l'histoire juive, cela les concerne et pas nous (les non-juifs), l'autre d'en faire un moment extraordinaire de l'histoire de l'humanité: nous avons compris la leçon donc cela ne se reproduira pas.

Pour Baumann, « la Solution finale a marqué l'endroit où le système industriel européen a dérapé ». Les camps ne sont pas autre chose qu'une extension de ce système. L'Holocauste serait « un test significatif des possibilités cachées de la société moderne » auquel le discours nazi ne viendrait que donner un habillage idéologique. Sans cette société moderne, il ne pouvait y avoir de solution finale. L'historiographie classique avance que la liquidation physique des juifs est une conséquence de la défaite militaire nazie. Coincé dans les lignes de front, le nazisme n'avait plus que cette solution. Baumann dit, lui, que le « choix de l'extermination comme meilleur moyen de parvenir à l'*Entfernung*⁵ était le produit de procédures bureaucratiques ordinaires ». Hillberg⁶ rappelle que « la plupart des participants [au génocide] ne tirèrent jamais sur des enfants juifs, ni ne versèrent de gaz dans les chambres à gaz. [...] La plupart des bureaucrates rédigeaient des circulaires, concevaient des projets... ».

4. La loi juive, la *halakka* comporte 613 commandements.

5. Éloignement, mise à distance.

6. Raul Hilberg, *Destruction des juifs d'Europe*, éditions Fayard, 1988.



Pour Baumann, l'antisémitisme populaire et traditionnel allemand, qui sert de pierre angulaire à l'explication de Bauer, est incapable d'un tel résultat. Cet antisémitisme s'est donné en spectacle lors de la Nuit de cristal avec l'efficacité que l'on sait.⁷ Cette société que Z. Baumann met en cause me semble bien proche de la nôtre. Nous nous heurtons chaque jour à cette bureaucratie inepte et toute-puissante. Il ne faut pas avoir une grande imagination pour la voir fonctionner en broyeuse d'individus. Si la machine est en place, il ne faut pas oublier que beaucoup d'entre nous y participent d'une façon ou d'une

autre. Il faut bien gagner son pain. La plupart du temps, service public et bureaucratie recouvrent les mêmes réalités. Une culture de la désobéissance civile apparaît comme une nécessité incontournable pour faire échec à l'appel permanent à la sécurisation de l'espace tant public que privé, et ainsi seulement envisager une possible résistance au retour de l'innommable.

Pierre Liebrecht

7. Cette affirmation est contredite par « l'efficacité » du génocide rwandais, où 500 000 personnes moururent sur une population de huit millions d'habitants.

Louis Devance

Entre les mains de l'injustice. L'affaire Vaux et Petit, 1851-1897

(préface de Pierre Lévêque), Éditions universitaires de Dijon, 2000, 489, p. 31 euros

L'affaire Vaux et Petit fut en son temps une cause célèbre ; puis le temps a fait son œuvre, et ce déni de justice paradigmatique est aujourd'hui largement sorti de notre mémoire collective. Le travail érudit de Louis Devance, qui nous livre un dossier exhaustif et met en lumière tous les rouages de l'affaire, est donc particulièrement bienvenu.

Issu d'un milieu modeste, Pierre Vaux sort de l'école normale de Mâcon en 1844. Nommé dans le petit village bressan de Longepierre, il va très vite s'y imposer comme un excellent instituteur. Il ne fait pourtant pas l'unanimité : dès qu'est proclamée la République en février 1848, il est classé « rouge » pour avoir déplu au curé et surtout aux riches, avec qui il est entré en conflit sur la question du partage des biens communaux. Révoqué en février 1850, il se fait manouvrier. Avec les élections municipales vient l'heure de la revanche. Il est élu maire, mais le préfet refuse de l'installer. C'est alors que l'« affaire » commence. Le village est soudainement touché par une

vague d'incendies criminels. Au total 25 sinistres (dont 6 durant les 7 premiers mois) causeront en l'espace de 7 ans la mort de 2 personnes, 300 000 F de dommages et la destruction de 65 bâtiments (sur les 104 que compte la commune). La suspicion s'insinue dans les esprits. Bien vite, c'est la thèse du « complot rouge » qui s'impose aux autorités, tant est grande la crainte d'une insurrection générale des républicains à l'approche des élections générales de 1852. L'instituteur écarté, Pierre Vaux, est arrêté une première fois en mai 1851, puis relâché après avoir croupi 22 jours en cellule. Lorsqu'il est de nouveau arrêté en mai 1852, il pense que ce sera de nouveau l'affaire de quelques jours. Mais il n'en sera rien. Le premier procès (juin 1852) est vite ficelé. Témoins manipulés et influencés, documents mis sous le boisseau, partialité de juges : coupable idéal, Vaux est condamné aux travaux forcés à perpétuité, et avec lui plusieurs « rouges » du village, dont le cordonnier Petit. La « bande d'incendiaires » une fois sous les

171

Réfractons n° 10



verrous, on pense que tout va rentrer dans l'ordre. Mais les incendies reprennent. Un juge de paix nouvellement nommé reprend alors l'enquête et se livre à un consciencieux travail d'investigation. Bien vite, il démasque les vrais coupables (le principal instigateur, l'aubergiste Gallemard, se suicidera en prison) ; il rassemble aussi les preuves irréfutables de l'innocence de Vaux et de Petit. Mais accepter la vérité aurait révélé à quel point le pouvoir judiciaire s'était plié aux désirs du pouvoir politique. Le juge Feurtet, qui passe pour un « illuminé », est écarté par une opportune promotion. Par faiblesse, il acceptera de se taire et, lors du nouveau procès en 1856, qui est de bout en bout contrôlé par deux *missi dominici* de la chancellerie, les vrais coupables sont condamnés ; mais ceux que l'on sait désormais être innocents ne seront pas blanchis pour autant. Forfaiture délibérée qui témoigne d'une volonté inflexible de préserver l'ordre social et les institutions. Déportés en Guyane, Vaux et Petit y mourront, le premier en 1875, le second en 1881.

Avec le retour de la République, le fils de Pierre Vaux peut de nouveau espérer. À partir de 1876, il va se lancer dans un long combat pour obtenir la réhabilitation de son père. Très isolé au départ (seul le député radical de Chalon, Boyssset, un ex-proscrit de 1851, le soutient indéfectiblement), il va peu à peu réussir à mobiliser l'opinion publique. En 1882-1883, un professeur bourguignon, Max Buchot, livre en feuilleton dans *l'Indépendant de la Saône-et-Loire* la véridique histoire de Pierre Vaux ; taraudé par sa mauvaise conscience, le juge Feurtet lui a finalement livré les pièces essentielles. Bientôt, c'est le théâtre de boulevard qui s'empare de l'histoire. Plus personne ne peut ignorer le « crime judiciaire » qui s'est joué en 1856. Pourtant les responsables politiques – y compris les républicains – restent plutôt indifférents ; quant à la jus-

tice, elle reste irrémédiablement hostile à toute révision du procès, multipliant les objections juridiques et autres. Il faudra l'élection de Pierre Armand Vaux à la députation et de longs efforts pour que s'impose enfin la vérité après 45 ans, dont 20 de République. Coïncidence ironique : au moment même où se refermait enfin le dossier Vaux et Petit débutait une nouvelle affaire qui allait défrayer la chronique et couper la France en deux, l'affaire Dreyfus

L'histoire aurait pu être celle, trop banale, hélas ! d'une simple erreur judiciaire. Les méprisables manœuvres auxquelles se prêtèrent magistrats aux ordres et politiciens de l'Empire la transformèrent en « crime judiciaire » ; puis l'aveuglement, le corporatisme, et pour tout dire la bêtise d'une machine judiciaire autiste achevèrent de la transformer en un scandale suffisamment énorme pour finalement obliger l'institution à plaider coupable et à réhabiliter ceux qu'elle avait sciemment trahis. Parce qu'il met impitoyablement à nu tout le processus qui mena à la forfaiture, ce livre est aussi une invite à une réflexion de tous les instants sur le pouvoir maléfique des institutions, sur les dangers toujours présents d'une complicité entre la machine judiciaire et un pouvoir politique autoritaire. Serait-elle restée une exception, l'affaire Vaux et Petit aurait déjà de ce point de vue valeur d'exemple ; mais on ne sait que trop bien que ce genre de forfait n'est pas resté un cas isolé. En fait, on serait plutôt tenté de penser que les risques de dérapage sont plus que jamais d'actualité.

Tous ceux qui sont épris de justice liront avec passion ce bel ouvrage tout de chair et de sang, de douleur et de larmes ; ils y trouveront aussi bien des sujets de réflexion.

Michel Cordillot

P.-S. : Si vous connaissez des juges ou des magistrats, n'hésitez pas : offrez-leur cette saine lecture.

Le cinéma, les livres, etc.



Marinus Van der Lubbe, *Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag*

Paris, 2003, Verticales, 304 p., 18 euros

Le 27 février 1933, Marinus Van der Lubbe, jeune chômeur hollandais, proche du communisme de conseils, incendie, seul, le Reichstag à Berlin pour « réveiller les travailleurs allemands » après la nomination de Hitler comme chancelier le 30 janvier précédent. Pour les nazis pas de doute : l'incendiaire est le bras armé d'un complot communiste d'autant que trois jours auparavant, le ministre de l'Intérieur, Goering, après une perquisition « musclée » intervenue au siège du parti communiste – le KPD, alors le plus puissant d'Europe hors l'URSS –, a annoncé « la découverte d'un plan insurrectionnel avec prise d'otages d'enfants de dirigeants, attentats et empoisonnement massif ». L'état d'urgence est aussitôt instauré, et des milliers d'élus et de permanents communistes arrêtés... grâce aux listes constituées depuis dix ans par les gouvernements sociaux-démocrates et de centre-droit successifs. Le KPD est mis hors la loi, et Torgler, chef du groupe communiste au Reichstag, accusé d'être l'instigateur du complot, se constitue prisonnier le 29. Cinq jours après l'incendie, trois Bulgares, dont Dimitrov¹, dirigeant du bureau du Komintern à Berlin, sont arrêtés et inculpés pour « tentative de subversion de l'Etat et complicité d'incendie sur un édifice public ». Pourtant, lors de son interrogatoire par les services de police, M. Van der Lubbe affirme avec force avoir agi seul : « Je ne connais ni de nom ni de vue le dirigeant communiste Torgler auquel je viens d'être confronté. » Il décrit précisément comment il a réussi à s'introduire dans le Reichstag « en escaladant la façade par la gauche en grimpant sur une corniche à hauteur d'homme » pour arriver sur un petit balcon dont il a forcé la porte-fenêtre et, comment, une fois à

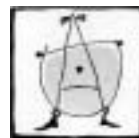
l'intérieur, il a parcouru plusieurs pièces allumant des foyers d'incendie avec ses allume-feux², mais sans trop de succès jusqu'à ce qu'il pénètre dans la grande salle des délibérations et réussisse à embraser les lourdes tentures qui propageront le feu dans tout le bâtiment. Il a beau insister : « J'ai pris ma décision de venir en Allemagne absolument seul... Personne ne m'a aidé dans mon action et je n'ai rencontré personne dans le bâtiment du Reichstag », les nazis le somment de dénoncer ses complices car l'idée que quelqu'un puisse agir de façon autonome est totalement impensable au regard de leur schéma de fonctionnement basé sur le « Führerprinzip ». Quoiqu'il en soit l'objectif est atteint : lors des élections législatives du 5 mars, les nazis obtiennent 44 % des voix et 288 sièges soit la majorité absolue face aux 212 sièges du SPD et du Zentrum³, les 81 députés communistes étant hors la loi. Dès le 23 mars, avec l'appui du Zentrum, Hitler obtient les pleins pouvoirs et, début juillet, la léthargie des sociaux-démocrates aidant, l'Allemagne est sous la botte d'un régime de parti unique.

Face à ce rouleau compresseur, le Komintern se décide enfin à réagir et, par l'intermédiaire de Willi Müzenberg, fondateur du Secours rouge international, crée à Paris un Comité d'aide international aux victimes du fascisme hitlérien qui va

1. Il deviendra par la suite secrétaire général du Komintern et, en 1946, sera le premier chef du régime de démocratie populaire instauré en Bulgarie.

2. Des briquettes chimiques achetées le 25 février.

3. 120 députés pour le SPD, parti social-démocrate, le plus puissant d'Europe qui, avec les syndicats dans sa mouvance, regroupait 10 millions d'adhérents ; 92 pour le Zentrum, parti catholique de centre droit.



publier, début août, traduit en quinze langues et diffusé par millions, un *Livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne* lequel « aura un impact considérable sur les opinions publiques du monde entier, ses affirmations prenant force de vérité face au déni de justice de la répression nazie ». Trois lignes de force sont développées : Des SA⁴ envoyés par Goering ont aidé M. Van der Lubbe à propager l'incendie en empruntant un passage souterrain ; un député du parti national-allemand – mais qui s'est suicidé en mai –, Oberfuhren, atteste de la réalité du complot nazi ; l'« enquête » menée en Hollande fait de M. Van der Lubbe un « fils de petit-bourgeois », un « jeune pédéraste à moitié aveugle » qui aurait été le mignon de hauts responsables des S A. Face à un tel déferlement de propagande et des ragots aussi abjects, ce dernier ne peut compter que sur de rares appuis extérieurs⁵ et une poignée d'amis fidèles qui publient le 21 septembre à Amsterdam le *Livre rouge, Van der Lubbe et l'incendie du Reichstag*, qui démonte point par point les préjugés conspirationnistes du *Livre brun* mais ne rencontre guère d'écho, étant donné en outre son tirage confidentiel. Le même jour le « procès des incendiaires » s'ouvre à Leipzig devant la Cour suprême en présence de 125 journalistes accrédités en provenance du monde entier, le régime nazi, sûr de lui, assurant un semblant de respect formel des règles de droit et de liberté des débats. Ceux-ci vont mettre en lumière les failles des deux thèses en présence, mais la presse internationale prend parti pour les Bulgares d'autant que Dimitrov se montre incisif et affronte Goering avec succès, alors que M. Van der

4. Sections d'assaut ou « chemises brunes », milices nazies constituant une véritable armée parallèle.

5. Comme l'anarchiste français André Prud'hommeaux auquel d'ailleurs l'ouvrage est dédié.

Lubbe – qui a été torturé en prison et a entrepris une grève de la faim – reste prostré, ne répondant que par monosyllabes, accréditant la thèse du « semi-débile » manipulé par les uns ou par les autres. Le 23 décembre les trois Bulgares et Torgler sont acquittés, et Marinus, condamné à mort, sera décapité le 10 janvier 1934. Pourtant, le 21 avril 1967, le tribunal de Berlin cassera le jugement de Leipzig, ne retenant qu'« une tentative d'incendie avec effraction », et condamnera le jeune hollandais *post mortem* à huit ans de prison. Et, en 1998, s'est constituée en Hollande la fondation Une sépulture pour Marinus Van der Lubbe, en hommage à la « première victime anti-fasciste hollandaise tombée en Allemagne hitlérienne ».

Cette réhabilitation, Y. Pagès et Ch. Reeve l'ont remarquablement mise en situation en présentant et annotant ces *Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag et autres récits* que viennent de publier les éditions Verticales. À l'opposé du portrait à charge du pauvre hère manipulé, nous est au contraire révélée la personnalité d'un ouvrier du bâtiment victime très tôt d'un accident du travail, un amateur de randonnées au long cours et un sportif accompli à ses heures, un ennemi de tout préjugé nationaliste épris d'entraide sociale, aux précoces activités militantes, qui va s'éloigner progressivement du parti communiste pour se rapprocher du « communisme de conseils » sur la base de trois idées-force : spontanéité, autonomie et auto-organisation des luttes, développées notamment dans les trois numéros du *Journal des chômeurs* qu'il fait paraître dans sa ville de Leyde en octobre et novembre 1932. Il ne supporte plus un parti communiste défenseur inconditionnel de l'URSS et refusant toute initiative des militants de base alors que la situation sociale se durcit, et s'inquiète de la résistible montée du nazisme en Allemagne,





critiquant le fait que « la lutte acharnée contre le fascisme meurtrier », qui devrait constituer la préoccupation première, soit détournée de son but par des tactiques électorales qui vont entraîner la chute du KPD, en considérant les « sociaux-traîtres »⁶ du SPD comme l'ennemi principal : « Ne concentrez pas vos efforts sur Hitler. Suivez la ligne tracée. Nous devons frapper nos coups les plus violents contre les sociaux-fascistes du parti social-démocrate. C'est eux et leurs syndicats que nous devons anéantir si nous voulons amener la majorité des travailleurs à la toute-puissance du prolétariat. » Et Thaelmann, le chef du KPD, va jusqu'à dire : « Il faut discuter avec les fascistes pour les ramener sur nos positions... Il faut s'incliner devant le nouveau rapport de force et laisser le fascisme s'user au pouvoir. Tout acte de violence sera dénoncé par le parti communiste comme une provocation, et ses

auteurs seront mis au ban du prolétariat comme agents du fascisme. »⁷

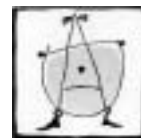
Pour M. Van der Lubbe, au contraire, « il faut faire quelque chose ». Et c'est influencé par l'idée de l'« acte exemplaire » que prône la revue conseilliste *Spartacus* – c'est-à-dire des actions minoritaires, violentes ou non, censées radicaliser la lutte de classes – qu'il entreprend à partir du 2 février 1933 sa longue marche solitaire sur Berlin où il arrive le 18 et découvre une atmosphère de résignation dans les quartiers populaires qui va l'amener à commettre le 27 cet « acte de protestation », ce « signal destiné à inciter le mouvement ouvrier à sortir de son état de résignation et de passivité défaitiste où l'ont entraîné ses dirigeants ».

Cet ouvrage vient à son heure pour combler un vide dans l'édition française qui n'a jamais pris la peine de traduire le livre de Fritz Tobias paru en Allemagne dès 1962, *Der Reichstagsbrand. Legende und Wirklichkeit* qui démontre que rien parmi les témoignages et documents produits n'infirme les aveux détaillés de Marinus Van der Lubbe. Idéaliste naïf probablement, mais « voix discordante » certainement qui « en s'attaquant au siège symbolique du jeu électoral en cours affirmait à sa façon l'urgente nécessité d'une insurrection contre le fascisme meurtrier ».

Jean-Jacques Gandini

6. L'historiographie officielle a bien sûr occulté cette tactique désastreuse et mis en avant la « provocation » de M. Van der Lubbe, contre-vérité manifeste, comme persiste à le faire accroire Gilbert Badia dans son opuscule *Feu au Reichstag : l'acte de naissance du régime nazi*.

7. Ce qui explique les réactions des communistes à l'annonce de l'incendie, d'après Y. Pagès et Ch. Reeve : « Leur grille de lecture idéologique les empêchait d'imaginer qu'un militant de base puisse prendre une telle initiative, hors et en contradiction avec la ligne officielle. »



Sur l'onde de choc

On peut faire figurer un roman dans les archives du web. *Sur l'onde de choc* de John Brunner entre d'emblée dans cette catégorie. Publié en 1975¹, cet ouvrage présente une société où le réseau est omniprésent et contrôle tout. Ce réseau informatique est lui-même contrôlé par le pouvoir politique, secondé par le pouvoir du crime. Le héros, évadé d'un centre de recherches et de formation secret, se construit des identités successives en piratant des banques de données gouvernementales et en créant un virus informatique spécifique pour cette tâche. Poursuivi, il trouvera refuge dans une communauté autarcique où le réseau n'a pas de pouvoir alors que la communauté elle-même essaie de contrôler le pouvoir. Sans trop d'efforts, on peut qualifier ce lieu de communauté anarchiste. Il répond au doux nom de Précipice. Il est frappant que cet

auteur, mondialement connu (pour *Tous à Zanzibar*, en particulier), comprend d'emblée les dangers du réseau : malgré tout ce qu'on raconte sur le « pouvoir libérateur » du réseau informatique, la vérité est qu'il afflige la plupart d'entre nous d'une nouvelle raison de nous précipiter dans la paranoïa... et appelle non pas à sa destruction mais à son contrôle permanent et à sa transparence. Déjà, Brunner entrevoit l'apparition de la GNU-GPL. Nul ne pourra désormais tirer un profit illicite du fait que, tous ensemble, nous savons plus de choses qu'un seul d'entre nous n'en peut connaître... Précipice préfigure la TAZ.

P. S.

1. *The Shockwave Rider*, traduit en 1977 par Guy Abadia pour les éditions Robert Laffont, repris dans la collection J'ai lu.

